

En l'absence de délibération du conseil d'administration sur la répartition des crédits entre les dotations prévues au 1° et au 2° du I, la dotation prévue au 2° est fixée à un montant de 36 millions d'euros.

R. 2135-29

DÉCRET n°2015-87 du 28 janvier 2015 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les organismes mentionnés au II de l'article **L. 2135-10** communiquent chaque année au fonds paritaire le montant des rémunérations versées aux salariés mentionnés au même article et comprises dans l'assiette des cotisations de sécurité sociale définie à l'article **L. 242-1** du *code de la sécurité sociale* et à l'article **L. 741-10** du *code rural et de la pêche maritime* de chaque branche professionnelle au titre de l'année considérée.

D. 2135-30

DÉCRET n°2015-87 du 28 janvier 2015 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

En application du 2° de l'article **L. 2135-13**, le fonds attribue les crédits versés par l'Etat selon les modalités suivantes :

1° 80 % de ses crédits, à parts égales, entre chacune des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnel et des organisations professionnelles d'employeurs représentatives au niveau national et interprofessionnel ;

2° 20 % de ses crédits, à parts égales, entre chacune des organisations syndicales de salariés dont la vocation statutaire revêt un caractère national et interprofessionnel et qui ont recueilli entre 3 % et 8 % des suffrages exprimés lors des élections prévues au 3° de l'article **L. 2122-9** et aux organisations professionnelles d'employeurs représentatives au niveau national et multiprofessionnel mentionnées à l'article **L. 2152-2**.

D. 2135-31

DÉCRET n°2015-87 du 28 janvier 2015 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

En application des dispositions du 3° de l'article **L. 2135-13**, le fonds attribue les crédits entre chacune des organisations mentionnées au 3° de l'article **L. 2135-12** en fonction de leur audience selon les modalités suivantes :

1° Une part est attribuée proportionnellement à l'audience obtenue par chacune d'entre elles lors des élections prévues au 3° de l'article **L. 2122-9** ;

2° Une part des crédits, qui ne peut être inférieure à 7,9 millions d'euros ni supérieure au quart de la part prévue au 1°, est répartie à parts égales entre chacune des organisations.

Titre IV : Exercice du droit syndical

Chapitre II : Section syndicale

R. 2142-1

Décret n°2019-1548 du 30 décembre 2019 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lorsque le crédit d'heures ou la fraction du crédit d'heures restant est inférieur à quatre heures, le représentant de la section syndicale qui en bénéficie au titre des heures additionnées sur l'année prévues à l'article **L. 2142-1-3**